



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
Des politiques publiques

Bureau des Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement

**Arrêté préfectoral de mesures d'urgence imposant la
transmission d'un rapport détaillé suite à l'incendie du
11 février 2010 survenu sur le site de la S.A. PENNEL
AUTOMOTIVE à ROUBAIX**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord,
Officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement notamment son article L 512.20 ;

VU les différents actes administratifs autorisant la S.A. PENNEL AUTOMOTIVE - siège social et adresse de l'établissement : 310 rue d'Alger B.P. 60385 59057 ROUBAIX CEDEX 1 à exploiter ses activités de transformation plastique de type compact (PVC) ou complexe (polypropylène) et notamment l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2000 complété ;

VU le rapport du 18 février 2010 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement qui a constaté qu'il n'avait pas été informé de l'incident survenu le 11 février 2010, dans l'atelier « Colombo » du site de la société PENNEL AUTOMOTIVE à ROUBAIX, conformément à l'article R512-69 du code de l'environnement ;

VU le procès-verbal n°1444 en date du 18 février 2010 établi par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement à l'encontre de la S.A. PENNEL AUTOMOTIVE ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 20 avril 2010 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,;

.../...

ARRETE

Article 1 : Bénéficiaire et titulaire de l'autorisation

La SOCIETE PENNEL AUTOMOTIVE, ci-dessous dénommée exploitant, dont le siège social est situé 310 rue d'Alger à ROUBAIX, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté qui s'appliquent à l'établissement qu'elle exploite à la même adresse. Ces dispositions font suite à l'incendie survenu le 11 février 2010 dans l'atelier « Colombo » et le stockage adjacent.

Article 2

L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées, dans un délai *d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté*, un rapport sur l'incendie survenu dans l'atelier « Colombo » et s'est étendu au stockage voisin, le 11 février 2010.

Ce rapport précise notamment :

- les circonstances de l'accident,
- les causes de l'accident (préciser notamment si ces causes avaient bien été identifiées dans l'étude de dangers et si les dispositifs de sécurité prévus par cette étude ont correctement joué leur rôle),
- la nature et l'extension des conséquences : quantités de produits dangereux mises en jeu ou rejetées dans l'environnement, effets sur les personnes et l'environnement (pollution atmosphérique, des eaux, des sols.....)
- les mesures mises en œuvre pour réparer les atteintes à l'environnement,
- les conséquences économiques (type et montant des dommages matériels, pertes d'exploitation....),
- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures,
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Article 3 : Remise en service de l'installation

L'installation en cause ne pourra être remise en service qu'après :

- remise de l'installation dans état lui permettant de respecter les prescriptions qui lui sont imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2000,
- mise en œuvre des mesures correctives identifiées à la suite de l'analyse d'accident.

Article 4 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

ARTICLE 5 Voies et Délais de Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

.../...

ARTICLE 6 Notification

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de ROUBAIX,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de ROUBAIX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

FAIT à LILLE, le 14 JUIN 2010

Le préfet

Pour le Préfet.

Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves de Roquefeuil



